

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 49

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### CHIKUNGUNYA.

160 000 personnes touchées pour une population de 770 000 Réunionnais, 77 morts : le chikungunya est devenu une affaire d'Etat et un nouveau dossier à charge contre la droite au pouvoir. En effet, dès février 2005, des médecins avaient alerté les autorités sanitaires, qui s'étaient contentées d'indiquer que la maladie n'était pas à déclaration obligatoire, histoire de ne pas effrayer les touristes. En octobre 2005, la sénatrice communiste de l'île, Gélita Hoarau, réclame au ministre de l'outre-mer une campagne de désinfection et de destruction des moustiques porteurs du virus, tout en mettant en garde contre le risque de « véritable catastrophe sanitaire ». François Baroin décide de débloquer 12 000 euros... Ainsi va la santé publique, dont les moyens sont notoirement insuffisants comme l'a cruellement illustré la grande misère des services d'urgence durant la canicule de 2003. Alors que la mondialisation multiplie les menaces d'épidémies et d'épizooties, il est grand temps d'octroyer au système de santé publique les moyens pour pouvoir faire face.

### LE CNE AUX PRUD'HOMMES.

Le conseil des prud'hommes de Longjumeau (Essonne) a donné raison à un salarié en Contrat Nouvelle Embauche licencié abusivement par son employeur. Ce jugement de l'organisme paritaire pourrait faire tache d'huile puisque les prud'hommes ont été saisis de nombreux cas semblables à travers toute la France. Du coup, la patronne du Medef, Laurence Parisot, s'en prend à « l'insécurité juridique » qui entoure les licenciements. En attendant, le chômage est reparti à la hausse en janvier...

### GESTICULATION SARKOZYENNE.

Sarkozy a fait adopter par le Conseil Général des Hauts de Seine, dont il est le président, la mise en place expérimentale de policiers référents au sein des collèges de trois communes de ce département : Colombes, Clichy et Anthony. Et cela sans que les enseignants, ni les parents, ni les conseils d'administration des établissements ne l'aient demandé. Membre du secrétariat national de la Gauche Républicaine et conseiller municipal d'Anthony, Dominique Fié a condamné cette délibération et apporté son soutien à l'action des parents, enseignants et administrateurs qui s'y opposent. Il rappelle que cette nouvelle gesticulation médiatique de Sarkozy intervient « alors que le gouvernement dont il fait partie ne permet pas d'obtenir un personnel (...) en nombre suffisant dans tous les établissements jugés prioritaires, alors que beaucoup de communes se plaignent du manque de policiers sur le terrain ».

## EDITO: POUR UN PÔLE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

Villepin et son gouvernement, c'est le coup d'Etat permanent. En annonçant le week-end dernier la « fusion » de Suez et de Gaz de France, le Premier Ministre reste fidèle à la méthode qui est la sienne depuis qu'il occupe Matignon : le passage en force, suivi d'une cynique proposition de « consultation » à l'intention des organisations syndicales. Pour parachever l'œuvre antisociale et antirépublicaine entreprise par Raffarin, il pioche systématiquement dans la panoplie de l'autoritarisme : ordonnances, décret de privatisation des autoroutes sans vote du Parlement, application de l'article 49-3 pour imposer le CPE...

Avec la vente de GDF au groupe Suez, Villepin s'apprête à franchir une étape supplémentaire dans le déni de démocratie. Car en août 2004, Nicolas Sarkozy en personne, alors ministre de l'économie, avait porté le texte de loi changeant le statut de GDF qui stipulait que l'Etat resterait actionnaire au minimum de 70% de l'entreprise. Sarkozy avait même cru bon de donner sa « garantie » aux parlementaires que le seuil serait respecté, un mot qu'il avait répété avec emphase sur les plateaux de télévision.

Aujourd'hui, le gouvernement invite la représentation nationale à défaire ce qu'elle a voté il y a 18 mois. Gageons que la majorité UMP n'attendra pas le chant du coq pour se renier, apportant une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, qu'entre le libéralisme au Kärcher de son leader et le libéralisme à la hussarde du chef du gouvernement, il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de cigarette.

« Pour tenter de justifier cette forfaiture », dénonce dans un communiqué le Secrétariat National de la Gauche Républicaine, « le gouvernement n'a pas hésité à brandir la menace d'une OPA de l'italien Enel contre GDF. L'imposture n'aura duré que quelques heures. Les présidents de ces deux entreprises ont reconnu à la télévision qu'ils préparaient depuis des mois l'absorption de Gaz de France par Suez, car il s'agit bien d'une absorption puisque le gouvernement vend l'entreprise publique au groupe Suez, même si Thierry Breton prétend sans vergogne qu'il s'agit de l'opération inverse ! Qu'on en juge par les chiffres : Suez réalise un chiffre d'affaires de 41,5 milliards d'euros, pour une capitalisation boursière de 43 milliards, alors que le chiffre d'affaires de GDF est de 22,4 milliards, pour une capitalisation boursière de 29,3 milliards. L'Etat ne devrait donc plus détenir que 35% du groupe issu de la fusion. Et Villepin présente une dénationalisation comme un acte de « patriotisme économique » ! La réalité est beaucoup plus crue : c'est un bien public, financé par le peuple et bâti par le travail de ses salariés dans un secteur aussi essentiel que l'énergie, qui passe entre les mains d'actionnaires privés ».

Suite page 2

Les conséquences de cette privatisation sont hélas prévisibles. Pour les 160 000 agents de GDF : perte programmée du statut, malgré les assurances données dans l'immédiat ; menace de suppressions d'emploi, en particulier dans les filiales de services énergétiques des deux groupes qui deviennent redondantes. Pour les usagers : une dérive tarifaire encouragée par les actionnaires, alors que le gaz a déjà augmenté de 30% en un an.

La gauche ne peut pas se contenter d'imprécations face à ce mauvais coup porté au pays par le gouvernement. C'est d'un PÔLE PUBLIC DE L'ÉNERGIE dont la France a besoin pour garantir son indépendance, assurer le développement économique et le progrès social. Il faut reconstituer l'entreprise publique EDF-GDF, qui a été l'un des fleurons de notre industrie, garantissant à tous les Français l'égalité d'accès à ses services grâce à la péréquation des tarifs. Ce pôle doit être renforcé par la nationalisation du groupe Total, qui réalise des bénéfices faramineux

sans que ceux-ci profitent à la communauté nationale.

« Les grandes manœuvres mondiales autour du pétrole et du gaz témoignent de l'importance stratégique des ressources énergétiques et de leur transformation industrielle » poursuit le communiqué de la GR. « Il est du devoir de la gauche de s'engager, si elle revient au pouvoir en 2007, à faire de l'énergie un bien public au service de l'intérêt général, et d'encourager dans ce secteur, ô combien décisif, toutes les coopérations publiques possibles au niveau de l'EUROPE. Sont en jeu rien moins que l'avenir du pays ainsi que le bien-être des Français et des peuples européens.

CNE, CPE, atteintes au droit du travail, privatisations en cascade : le gouvernement Villepin, c'est la réaction sur toute la ligne ! Autant de raisons pour faire de la journée nationale d'action du 7 mars l'amorce de la contre-offensive sociale contre les casseurs de la République », conclut le communiqué.

**HUMEUR : LE BLAIR DE SEGOLENE... De Sarkozy à Ségolène Royal, nombre de politiques et de journalistes tressent des louanges à Tony Blair pour sa politique en matière d'emploi. Pierre Mascomère Secrétaire National de la Gauche Républicaine rétablit quelques vérités à propos du « modèle anglais ».**

La politique de Tony Blair est sans cesse mise en avant par les politiciens et les journalistes adeptes du néo-libéralisme ou de sa variante « sociale ». A les croire, la flexibilité du marché du travail expliquerait pour beaucoup les bonnes performances de l'économie anglaise. Ainsi, Sarkozy décrète la mort du « modèle social français » en escrimant cet argument choc : le taux de chômage français est le double de celui du Royaume Uni . L'UDF Christian Blanc et Ségolène Royal lui emboîtent le pas. Mais les faits sont têtus et ne donnent pas raison au blairisme à la française.

### **Taux de chômage : comparer ce qui est comparable**

En novembre 2005, le taux de chômage outre-Manche était de 4, 8%, soit environ 1, 4 million de sans-emploi, alors qu'il atteignait 9, 7% en France, représentant 2,5 millions de personnes. Mais il existe au Royaume Uni, comme d'ailleurs aux Pays-Bas, une disposition « longue maladie invalidité » largement utilisée, et dont les bénéficiaires ne relèvent pas de l'indemnisation du chômage, ni ne sont comptabilisés comme chômeurs. Ainsi, en Grande Bretagne, **pas moins de 2,2 millions de personnes (7,5% des actifs)** relèvent de la « longue maladie invalidité », alors qu'en France, seules 500 000 personnes (2,1%) bénéficient de cette indemnisation. Ce qui remet Big Ben à l'heure de notre horloge parlante...

### **Démographie et taux de chômage**

Si le Royaume Uni a vu son taux de chômage décroître de 10,2% en 1993 à 4, 8% aujourd'hui, c'est en grande partie à l'évolution démographique qu'il le doit. En effet, durant cette période, l'emploi a augmenté de 6 ou 7%, alors que la population en âge de travailler ne croissait que de 2% environ. C'est d'ailleurs aussi l'évolution démographique - départs en retraite des « baby-boomers » - qui cause mécaniquement une légère érosion du chômage en France, alors que les créations d'emploi sont très faibles.

### **« Flexibilité » du travail**

Au dire des blairistes français, la flexibilité et le dynamisme du marché du travail seraient le tremplin de la croissance britannique. Villepin y trouve une justification à ses CNE et autres CPE. Consultons les statistiques : depuis l'arrivée au pouvoir de Tony Blair, l'emploi s'est accru de 6,5% seulement, contre 9,4% en France durant la même période. N'en déplaise aux falsificateurs, la création d'emplois a été plus forte en France qu'en Angleterre.

Et au grand dam des néo-libéraux, sur les deux millions d'emplois créés en Grande Bretagne, la moitié l'a été dans la fonction publique ! Il est vrai que la santé, l'éducation et les transports, sinistrés sous l'ère Thatcher, avaient un urgent besoin de personnels supplémentaires.

Toutes ces données statistiques ont été publiées dans la presse économique française, peu suspecte de complaisance envers les « altermondialistes ». MM. Sarkozy et Blanc, tout comme Mme Royal, cachent délibérément la vérité aux Français